



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3996

Texte de la question

COHÉRENCE DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Roux, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Bruno Le Roux. Monsieur le Premier ministre, vous n'avez ni mémoire, ni courage. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous venez de mentir aux Français pour vous donner ce semblant de courage et pour susciter des applaudissements non mérités.

Le 23 juin 1992, vous n'avez pas eu le courage, malgré ce que vous dites, de voter contre le traité de Maastricht. Vous avez simplement eu le courage de ne pas participer au vote. Et vous venez aujourd'hui nous donner des leçons ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Nous tenons à la disposition des Français le procès-verbal de la séance. (*M. Bartolone brandit le résultat du vote.*) Une nouvelle fois nous vous prenons en flagrant délit de soumission, de reniement et de mensonge aux Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Mensonge aussi...

M. Lucien Degauchy. Menteur vous-même !

M. Bruno Le Roux. ...lorsque vous affirmez - c'est ce que vous avez encore dit hier - que le pouvoir d'achat des Français allait encore augmenter de 6 %. C'est totalement faux ! En effet, alors qu'il n'a augmenté que de 2 % depuis 2007, il va continuer à baisser, en 2012, sous l'effet des hausses d'impôts et de la TVA sociale.

Il faut que les Français sachent que, pour un salaire moyen, c'est une semaine de travail qui va être donnée à l'État au titre de votre TVA sociale, soit cinq jours sur une année !

M. Henri Jibrayel. Scandaleux !

M. Bruno Le Roux. Or, dans le même temps, les patrons du CAC 40 s'accordent 34 % d'augmentation.

On voit bien là le sens de votre politique : toujours l'austérité pour les Européens, toujours l'austérité pour les Français, toujours l'austérité pour les classes moyennes et les classes populaires, et toujours plus pour les patrons et les plus privilégiés.

Monsieur le Premier ministre, allez-vous cesser enfin de mentir aux Français, et d'abord sur votre propre comportement ? Vous avez ajouté aujourd'hui ici l'indignité à la soumission ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Enfin, s'agissant de la question du pouvoir d'achat, allez-vous dire la vérité ? En 2012, une fois de plus, ce sont les Français qui devront payer votre facture ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, ne vous laissez pas emporter par les mots qui s'additionnent en tentant de faire des phrases pour masquer en réalité toujours la même impasse, celle de votre non-choix et de votre abstention. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

En vous écoutant, j'imaginais Pierre Mendès France qui évoquait, dans cet honorable hémicycle, sa conception de la gouvernance : " Gouverner, c'est choisir ", disait-il. En vous écoutant un peu plus, je me remémorais également cette formule de Gide : " Choisir, c'est renoncer ". Finalement, en vous écoutant complètement, je comprenais que, malhabilement, vous aviez fondu les deux idées et que vous étiez arrivé à la conclusion que gouverner, c'est renoncer.

Par votre vote, c'est-à-dire par votre absence de choix (*M. Emmanuelli brandit à son tour le résultat du vote du 23 juin 1992*), par votre renoncement sur cette question essentielle du mécanisme européen de stabilité, vous faites la démonstration, comme l'a fort opportunément rappelé le Premier ministre, non pas simplement que vous faites un petit calcul électoral de petite boutique à quelques semaines d'une respiration démocratique, mais que vous n'avez pas mesuré ni compris les enjeux. Aucun responsable socialiste en Europe n'a votre comportement, aucun responsable socialiste en Europe n'accepte de descendre de la ligne de crête pour faire des voix dans les meetings électoraux en déclarant qu'il faut augmenter les dépenses et les postes de fonctionnaires. Il n'y en a plus un en Europe : vous êtes les seuls !

Surtout, le traité veut faire de la croissance un pilier. M. Ayrault parle du message subliminal que votre groupe veut adresser au moyen de son abstention, à savoir faire bouger les lignes en la matière. Or c'est justement la discipline, la consolidation budgétaire, la solidarité européenne et ce que nous avons fait la nuit dernière pour sauver la Grèce, donc l'euro et l'unité de notre zone monétaire, qui seront constitutifs des éléments de croissance. Mais de cela, vous ne voulez pas en entendre parler. Vous le mettez de côté en faisant en sorte de l'oublier. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Le Roux](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3996

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 février 2012